

Intervention. L'engagement clandestin de la CIA en Ukraine : entre soutien stratégique et guerre secrète

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,CIA (USA)

1 février 2025



Depuis le début de l'Opération militaire spéciale russe en février 2022, les États-Unis ont intensifié leur engagement aux côtés de l'Ukraine, combinant assistance militaire, renseignement et opérations clandestines. Une enquête du Washington Post révèle l'ampleur du soutien de la CIA, actif depuis 2014, visant à restructurer les services ukrainiens, former des unités spéciales et mener des actions de sabotage en territoire ennemi. Toutefois, Washington cherche à éviter une escalade incontrôlée du conflit, tentant de trouver un équilibre entre soutien offensif et gestion du risque d'affrontement direct avec la Russie.

AASSDN Commentaire : Le rapport du Cf2r est particulièrement intéressant pour mieux comprendre la complexité de ce conflit qui fait l'objet en France de prises de position quasi unilatérales et souvent radicales.

Il est vrai que les commentateurs qui interviennent quotidiennement sur les plateaux des médias français n'ont pas tous, loin s'en faut, une expérience d'officiers de renseignement. La diffusion et la lecture de ce rapport, dont nombre d'informations proviennent pourtant de la presse anglo-saxonne, seraient de nature à donner aux citoyens français une vision plus

complète et davantage équilibrée sur les réalités et les perspectives de ce conflit aux conséquences désastreuses pour les nations européennes.

Ci-dessous l'introduction du rapport qui est disponible sur le site du Cf2r

Depuis le début de « l'Opération militaire spéciale russe » de février 2022, les États-Unis ont fait le choix d'un engagement majeur aux côtés de l'Ukraine : formation, assistance, livraison d'armes, aide financière, mais aussi fourniture de renseignements et conduite d'opérations clandestines.

Dans une longue enquête publiée lundi 23 octobre 2023, *The Washington Post* a révélé l'ampleur de l'aide apportée par l'agence de renseignement américaine aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Le média a ainsi porté à la connaissance du public que depuis 2014, année du coup d'État de Maïdan et du début de la guerre dans le Donbass, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. L'Agence a également livré à son allié - mais aussi reçu de lui - une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev pour repousser l'invasion russe, *The Washington Post*, comme l'hebdomadaire *Newsweek* avant lui en mai 2023, insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA : limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie et faire en sorte que « *la défaite de Moscou ne soit pas trop marquée* » afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine ou ne provoque une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin...

Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il est utile d'en rappeler les origines historiques et les étapes depuis la Guerre froide, puis à l'occasion de la Révolution orange (2004), jusqu'au coup d'État de Maïdan (2014).

Il convient ensuite d'analyser ces opérations à partir des sources disponibles - nécessairement partielles -, évaluation qui permettra de déterminer si l'agence essaie paradoxalement de limiter les dérapages du conflit... ou s'attache à le faire croire. Car c'est bien à une très intense guerre secrète contre la Russie à laquelle elle se livre.

Toutefois, écrire sur les activités d'un service spécial est un exercice audacieux et risqué, car les informations relatives à ses opérations sont toutes secrètes, hors quelques rares fuites dans la presse ou révélations opportunes. L'auteur est donc conscient des limites de cet exercice. Le présent rapport n'est fondé que sur des sources secondaires qui doivent par principe être considérées comme sujettes à caution, soit qu'elles attaquent la CIA, soit au contraire qu'elles aient été communiquées par elle à des journalistes pour la protéger, faire diversion ou entraîner délibérément les services adverses sur de fausses pistes.

Il convient de toujours garder à l'esprit que la CIA s'est fait une spécialité de mentir, de tromper et de dissimuler. Le cas du sabotage des gazoducs *Nord Stream* est à ce titre particulièrement édifiant. Il n'y a cependant rien d'anormal à cela, car c'est là l'un des aspects

de sa vocation, quoi que ces mensonges aient à plusieurs reprises largement dépassé, ces dernières années le cadre de la mission de l'Agence.

Il n'en demeure pas moins que les articles publiés depuis deux ans outre-Atlantique concernant l'action de la CIA en Ukraine méritent d'être pris en considération, car ils rendent compte d'événements ayant pu - en partie le plus souvent - être vérifiés par ailleurs.

Aussi, il nous faut apprendre à naviguer dans ses arcanes obscurs où la réalité est rarement ce qu'elle paraît être et nous risquer à dresser un tableau de la situation aussi cohérent et plausible que possible.

Éric DENÉCÉ

Directeur du CF2R

Mai 2024

Pour télécharger le rapport en version PDF [cliquez ICI](#)

Espionnage. LA CIA ET LA GUERRE EN UKRAINE : Savoir jusqu'où ne pas aller trop loin

Category: 2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Guerre froide (1945-1989)

1 février 2025



Commentaire AASSDN : Le rapport joint est particulièrement intéressant pour mieux comprendre la complexité de ce conflit qui fait l'objet en France de prises de position quasi unilatérales et souvent radicales.

Il est vrai que les commentateurs qui interviennent quotidiennement sur les plateaux des médias français n'ont pas tous, loin s'en faut, une expérience d'officiers de renseignement. La diffusion et la lecture de ce rapport, dont nombre d'informations proviennent pourtant de la presse anglo-saxonne, serait de nature à donner aux citoyens français une vision plus complète et davantage équilibrée sur les réalités et les perspectives de ce conflits aux conséquences désastreuses pour les nations européennes.

Depuis le début de « l'Opération militaire spéciale russe » de février 2022, les États-Unis ont fait le choix d'un engagement majeur aux côtés de l'Ukraine : formation, assistance, livraison d'armes, aide financière, mais aussi fourniture de renseignements et conduite d'opérations clandestines.

Dans une longue enquête publiée lundi 23 octobre 2023, *The Washington Post* a révélé l'ampleur de l'aide apportée par l'agence de renseignement américaine aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Le média a ainsi porté à la connaissance du public que depuis 2014, année du coup d'État de Maïdan et du début de la guerre dans le Donbass, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. L'Agence a également livré à son allié - mais aussi reçu de lui - une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev pour repousser l'invasion russe, *The Washington Post*, comme l'hebdomadaire *Newsweek* avant lui en mai 2023, insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA : limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie et faire en sorte que « *la défaite de Moscou ne soit pas trop marquée* » afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine ou ne provoque une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin...

Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il est utile d'en rappeler les origines historiques et les étapes depuis la Guerre froide, puis à l'occasion de la Révolution orange (2004), jusqu'au coup d'État de Maïdan (2014).

Il convient ensuite d'analyser ces opérations à partir des sources disponibles - nécessairement partielles -, évaluation qui permettra de déterminer si l'agence essaie paradoxalement de limiter les dérapages du conflit... ou s'attache à le faire croire. Car c'est bien à une très intense guerre secrète contre la Russie à laquelle elle se livre.

Toutefois, écrire sur les activités d'un service spécial est un exercice audacieux et risqué, car les informations relatives à ses opérations sont toutes secrètes, hors quelques rares fuites dans la presse ou révélations opportunes. L'auteur est donc conscient des limites de cet exercice. Le présent rapport n'est fondé que sur des sources secondaires qui doivent par principe être considérées comme sujettes à caution, soit qu'elles attaquent la CIA, soit au contraire qu'elles aient été communiquées par elle à des journalistes pour la protéger, faire diversion ou entraîner délibérément les services adverses sur de fausses pistes.

Il convient de toujours garder à l'esprit que la CIA s'est fait une spécialité de mentir, de tromper et de dissimuler. Le cas du sabotage des gazoducs *Nord Stream* est à ce titre particulièrement édifiant. Il n'y a cependant rien d'anormal à cela, car c'est là l'un des aspects de sa vocation, quoi que ces mensonges aient à plusieurs reprises largement dépassé, ces dernières années le cadre de la mission de l'Agence.

Il n'en demeure pas moins que les articles publiés depuis deux ans outre-Atlantique concernant l'action de la CIA en Ukraine méritent d'être pris en considération, car ils rendent compte d'événements ayant pu - en partie le plus souvent - être vérifiés par ailleurs.

Aussi, il nous faut apprendre à naviguer dans ses arcanes obscurs où la réalité est rarement ce qu'elle paraît être et nous risquer à dresser un tableau de la situation aussi cohérent et plausible que possible.

Éric DENÉCÉ*
[Directeur du CF2R](#)
mai 2024

Pour télécharger l'article en version PDF, [cliquez ICI](#)

**Éric DENÉCÉ*, Docteur en Science Politique, habilité à diriger des recherches (HdR), est directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de sa société de conseil en Risk Management (CF2R SERVICES).

Derniers ouvrages parus :

- *Renseignement et espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2024.
- *La guerre russo-ukrainienne. Réalités et enseignements d'un conflit de haute intensité* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2024.
- *Ukraine : la Guerre américaine* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2023.
- *Renseignement et espionnage pendant la Première Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2023.

Source photo bandeau : [Cliquez ICI](#)

[10 mois de guerre entre le Hamas et Israël : Bilan et perspectives - Entretien avec Alain Chouet](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Désinformation,Géopolitique,Maghreb - Moyen Orient
1 février 2025



Alain Chouet, ancien chef du Service de Renseignement à la DGSE, explique que la stratégie militaire d’Israël contre le Hamas montre des résultats mitigés : bien que les opérations aient sévèrement affaibli les capacités du groupe, elles risquent de se traduire par une victoire à la Pyrrhus, car le Hamas pourrait se régénérer grâce à la frustration et au désir de vengeance qu’elles engendrent. Par ailleurs, il distingue les éliminations ciblées des responsables du Hamas, qui sont une pratique bien rodée des services spéciaux israéliens, bénéficiant d’une large acceptation publique en Israël.

Commentaire AASSDN : Notre amicale estime particulièrement utile et pertinent de relayer cet article sur son site car les réponses apportées par l’ancien directeur du renseignement de la DGSE s’appuient sur une longue expérience au sein des Services spéciaux et une connaissance approfondie des pays du Moyen Orient. Ses propos corrigent les analyses souvent superficielles et parfois marquées par l’idéologie, de pseudo experts présents dans de nombreux médias. Cette interview participe donc à la lutte contre la désinformation; Cette menace insidieuse et croissante s’attaque fréquemment aux intérêts fondamentaux de la Nation dont la défense est au cœur des préoccupations de l’AASSDN .

Le Diplomate (LD) : Après 10 mois de guerre et qui ont suivi les massacres du 7 octobre, quel est, sur le plan strictement militaire, le bilan d’Israël à propos de sa stratégie d’« éradication » du Hamas ? Comment expliquer notamment l’efficacité notable des services spéciaux israéliens quant aux éliminations ciblées des responsables de l’organisation terroriste palestinienne ?

Alain Chouet (AC) : Ce sont deux problématiques différentes. Les éliminations ciblées sont une constante des services spéciaux israéliens depuis 1948. Le Mossad, l’Aman et le Shabak

entretiennent en permanence des dossiers d'objectif sur toutes les structures ou personnes susceptibles de nuire à la sécurité du pays ou convaincues de lui avoir nu. Ils sont donc en mesure de passer à l'action à tout moment sur un court préavis ou en fonction des opportunités comme on l'a vu à de très nombreuses reprises, notamment depuis l'attentat contre les athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich. S'agissant pour Israël d'une question de vie ou de mort entretenue par une lourde mémoire collective, la méthode est admise par l'opinion et ne rencontre pas les réticences morales, éthiques ou politiques auxquelles sont soumis les autres services des démocraties, notamment en Europe.

La stratégie d'élimination du Hamas relève d'une autre logique qui est celle d'une intervention militaire massive, souvent indifférenciée et à visage découvert. Son bilan est beaucoup plus mitigé malgré les très lourds dégâts matériels et humains qu'elle entraîne. Certes la masse de manœuvre et les capacités de nuisance de la milice terroriste sont durement atteintes et nombre de ses éléments aguerris et de ses cadres ont été éliminés. Mais son affaiblissement risque de s'analyser en une victoire à la Pyrrhus. Le Hamas n'est que l'émanation palestinienne de la galaxie violente des Frères Musulmans soutenus par certaines pétromonarchies, une partie des opinions publiques du monde musulman et instrumentalisée à des fins stratégiques par l'Iran tandis qu'il se pose en martyr et se victimise auprès de nombre de sociétés du tiers monde et de naïfs occidentaux.

Il y a donc tout lieu de redouter qu'il renaisse de ses cendres dès que la pression armée d'Israël sur Gaza devra bien être levée. Cela prendra sans doute un peu de temps mais l'organisation n'aura aucun mal à assurer la relève des militants éliminés dans le vivier de souffrance, de frustration et de désir de vengeance provoqués par l'opération interminable mais finalement peu concluante de Tsahal dans l'enclave.

LD : Le Mossad a récemment réalisé des opérations ciblées en utilisant des technologies avancées, y compris l'IA et le contrôle à distance, pour éliminer des leaders ennemis en Iran. Selon vous, quelles pourraient être les prochaines cibles potentielles du Mossad, et comment pensez-vous que ces opérations pourraient évoluer en termes de stratégies et de technologies employées ?

AC : Je vous laisse la responsabilité de dire quelles technologies le Mossad a utilisées pour mener à bien ses dernières opérations en Iran. Je ne les connais évidemment pas et j'ignore quelles pourraient être ses prochaines cibles.

Ce que je sais en tant que professionnel c'est que dans ce domaine chaque cas est un cas d'espèce et que tout est affaire de circonstances et d'opportunités. Il n'y a pas de règle générale et on cherche toujours le moyen le plus simple d'arriver à ses fins sachant que plus la méthode employée est complexe et sophistiquée, plus les risques d'échec sont importants.

LD : À notre époque hautement technologique, on l'a vu, le renseignement humain a-t-il encore son importance ? Et si oui, comment Israël le développe et l'entretien dans des pays ou des zones hostiles comme en Syrie, en Iran voire à Gaza ou dans les territoires palestiniens de Cisjordanie ?

AC : Les progrès technologiques appliqués aux cannes à pêche et aux moulinets n'ont pas rendu la chasse inutile ou obsolète. Il n'y a guère de sens à opposer le renseignement

technique au renseignement humain. Ils sont interdépendants et complémentaires. Le progrès technologique a décuplé, voire centuplé, les capacités d'observation et d'écoute des services de renseignement. Mais il a ses limites et des trous dans sa raquette. Quelle que soit la sophistication des moyens techniques employés, celui qui observe et écoute par ces moyens n'est pas maître de la manœuvre. Il ne peut voir et entendre que ce que sa cible veut bien dire ou montrer. Et si la cible sait qu'elle est observée et écoutée, la porte est ouverte à l'intoxication et à la désinformation. Enfin et surtout, si le renseignement d'origine technologique permet plus que jamais de connaître de façon précise et détaillée la nature et l'état des forces hostiles, il ne permet pas de connaître le secret des intentions de ceux qui les emploient. Cela suppose alors l'entretien d'un capital de sources humaines au sein du cercle des décideurs adverses ou dans leur environnement immédiat.

Les comptables et les ignorants aiment bien le renseignement technique. Il est cher mais il fournit des résultats immédiats, visibles, vérifiables et quantifiables. Il a aussi l'avantage d'être sans risque politique puisqu'il peut s'exercer depuis chez soi sans s'exposer. Le renseignement humain, se joue sur le temps long. Il présente le danger de se faire prendre la main dans le sac en territoire adverse. Il est empreint de subjectivité et est souvent difficilement vérifiable dans l'immédiat. C'est pourquoi, face à l'explosion des capacités technologiques, les responsables politiques et financiers de nos États ont eu tendance dans les quelques décennies passées à privilégier le renseignement technique aux dépens – contraintes financières obligent – du renseignement de source humaine.

Israël n'a pas échappé à cette dérive venue tout droit des États-Unis qui n'ont pas le danger d'être au contact physique direct de l'adversaire. Les capacités en renseignement humain du Shabak en Cisjordanie et à Gaza, de l'Aman dans les pays du front et du Mossad dans le monde entier en ont pâti. Il faut reconnaître que la tâche n'est pas facile dans le contexte régional, en particulier à Gaza, où les autorités de fait n'hésitent pas à torturer et assassiner leurs contemporains au moindre soupçon – même totalement infondé – de collusion avec Israël. Mais la situation n'est guère différente au Liban, en Syrie ou en Iran. Il n'empêche – et la tuerie du 7 octobre 2023 en est la preuve – qu'au-delà des capacités techniques de connaissance de l'état des forces adverses, Israël doit retrouver sa capacité de connaissance et d'évaluation de leurs intentions.

LD : La collaboration croissante entre Moscou et Téhéran semble redessiner les alliances au Moyen-Orient, avec des implications potentiellement déstabilisatrices. Dans ce contexte, pensez-vous que le FSB pourrait jouer un rôle actif dans cette dynamique, et si oui, comment pourraient-ils s'intégrer dans les stratégies conjointes avec l'Iran ? Et surtout au prisme de l'ancienne coopération qui était notable jusqu'ici entre Israéliens et Russes ?

AC : La Russie et l'Iran, tous deux en difficulté dans leur contexte régional et international respectif, se soutiennent l'un l'autre comme la corde soutient le pendu. Si cela permet de fabriquer quelques connivences diplomatiques, économiques, militaires et stratégiques, cela ne permet pas de déboucher sur des actions décisives et coordonnées. Ces limites sont particulièrement patentes dans le Caucase, face à l'Azerbaïdjan et la Turquie et même en Syrie où les deux « partenaires » se regardent en chiens de faïence. Très mobilisé par la situation en Ukraine et en Europe où il doit essayer de pallier certaines insuffisances de l'armée régulière, le FSB, qui a perdu beaucoup du potentiel ancien du KGB au Levant, n'a pas beaucoup de plus

value à apporter aux Iraniens (Ministère du renseignement ou Pasdaran), dans la gestion des crises régionales. Pour l'instant, s'ils se rejoignent sur la redéfinition d'un ordre international hostile à l'Occident et aux États-Unis, leurs agendas ne sont pas vraiment convergents.

LD : Avec l'augmentation des cyberattaques imputées à l'Iran, comment les services de renseignement, notamment israéliens, se préparent-ils à contrer ces menaces, et quelle est votre analyse de l'implication croissante de la cybersécurité dans les conflits géopolitiques actuels ?

AC : La récente panne informatique mondiale imputable à une mise à jour de Microsoft, les pannes de la SNCF dues à des sabotages d'armoires informatiques, les paralysies récurrentes de services médicaux imputables à des cybercriminels montrent à quel point l'ensemble de nos activités civiles et militaires sont devenues totalement dépendantes d'un réseau informatique mondial mal maîtrisé et donc à quel point nos sociétés sont vulnérables et fragiles. Il suffit aujourd'hui à un hacker un peu doué d'appuyer sur un bouton « Enter » pour priver un pays entier, pendant plusieurs heures ou plusieurs jours, d'eau, d'électricité, de carburants, de transports, de transmissions, de services de soins et de secours. Ce que le grand public sait trop peu c'est que toute notre architecture informatique repose sur l'existence et le fonctionnement de quelques dizaines de « Data Center » dont le sabotage ou la destruction paralyserait totalement la vie du pays.

Il n'est donc pas étonnant que ces « goulots d'étranglement » et ces vulnérabilités soient devenus un objectif privilégié de nos adversaires et donc un axe prioritaire de nos préoccupations de défense nationale. C'est évidemment le cas pour Israël qui a tout de même pour atout d'avoir développé très tôt un secteur informatique parmi les plus performants du monde et, en conséquence, des capacités de cyberdéfense hors du commun et, en tout cas, très supérieures aux capacités offensives de l'Iran dans ce domaine.

LD : Les tensions entre Israël et l'Iran montent de plus en plus. Certains experts évoquent un risque accru de confrontation directe entre les deux nations. Quelle est votre évaluation de cette menace, et quelles mesures les services de renseignement peuvent-ils prendre pour prévenir une escalade nucléaire ? Et pourtant, comment expliquer qu'en dépit des déclarations belliqueuses iraniennes suite à l'élimination d'Ismaël Haniyeh le 31 juillet dernier en Iran, les représailles tant annoncées se font toujours attendre ?

AC : Les tensions entre Israël et l'Iran montent particulièrement dans les médias occidentaux et les chaînes de télévision en continu. Le risque de confrontation militaire directe entre les deux pays au delà de quelques gesticulations spectaculaires paraît plus qu'incertain. Ni l'un ni l'autre n'en a les moyens. On imagine mal l'armée iranienne traverser l'Irak et la Jordanie ou débarquer sur les plages méditerranéennes pour se colleter avec Tsahal... De même on voit mal comment l'armée israélienne, déjà en limite de portage dans ses opérations à Gaza, pourrait aller affronter l'Iran au sol en débarquant sur les rives du Golfe Persique.

L'éventualité d'un affrontement aérien croisé en cas de dramatisation du conflit ne peut être exclu mais ne mènerait pas à grand-chose. L'armée de l'air iranienne ne dispose en pratique que de vieux appareils d'avant la révolution islamique incapables de se mesurer aux appareils de l'État hébreu. L'armée de l'air israélienne est en mesure d'opérer des missions de

bombardement sur l'Iran... Mais sur quels objectifs ? Pour quel résultat sans possibilité d'exploitation au sol ? Pour quel coût financier et surtout politique ? Car cela nécessiterait de traverser l'espace aérien de pays arabes qui n'ont pas vraiment de raison de l'autoriser. Et cela donnerait à l'Iran l'occasion de fustiger la complicité des monarchies sunnites avec les « sionistes ».

L'hypothèse d'une attaque massive par missiles et drones est régulièrement évoquée et l'Iran s'est déjà livré sans conviction à l'exercice. Il pourrait être tenté de recommencer sachant que le « dôme de fer » israélien, secondé par la flotte aéronavale américaine en Méditerranée orientale est efficace, mais qu'aucun système de protection n'est fiable à 100%. La chute d'un seul missile sur un territoire aussi densément peuplé qu'Israël serait dévastatrice et aurait des conséquences politiques incalculables. Cela entraînerait certainement une lourde riposte israélienne mais le régime des mollahs est moins sensible que le pouvoir israélien aux pertes humaines parmi sa population. Et, au total, on resterait dans l'impasse.

Quant à l'hypothèse d'une « escalade nucléaire », elle relève pour l'instant du fantasme, du journalisme à sensation ou de l'ignorance de pseudo-experts. L'Iran veut être ce que l'on appelle un « pays du seuil », c'est-à-dire susceptible d'avoir la bombe dans un délai de quelques semaines à quelques mois, mais il n'y est pas encore. C'est ce que pressentait dès l'an 2000 le regretté Ephraïm Halévy, alors patron du Mossad, qui s'était fixé comme objectif de retarder par tous les moyens l'échéance qu'il considérait comme inéluctable. Le Mossad est effectivement parvenu à retarder l'échéance mais, sauf bouleversement majeur, celle-ci demeure inéluctable.

Il n'en reste pas moins que c'est un domaine où la doctrine iranienne rejoint la doctrine de dissuasion de plusieurs pays occidentaux : avoir la bombe pour ne pas avoir à s'en servir. D'ailleurs la motivation initiale de l'Iran dans sa course à l'armement nucléaire n'était pas de se confronter à Israël mais de dissuader les monarchies sunnites alliées à l'Occident de lui refaire le coup de la guerre Iran-Irak avec son million de morts, ses trois millions d'éclopés, ses veuves et orphelins de guerre.

Le régime des mollahs a tout fait pour s'assurer une carte palestinienne dans son jeu stratégique dans la perspective de règlement des conflits régionaux dont il ne veut pas être exclu et pour montrer son rôle de fer de lance de la cause islamique alors que les monarchies sunnites se soumettent à Israël et à l'Occident. Téhéran a clairement instrumentalisé le Hamas et n'a pas hésité à le sacrifier en l'incitant à l'atroce opération du 7 octobre pour casser durablement la dynamique des accords d'Abraham et du rapprochement entre Israël et les pays arabes sunnites. Les Iraniens ne pouvaient ignorer que la riposte israélienne serait impitoyable et détruirait leur instrument. Mais le jeu en valait la chandelle et, pour les théocrates chiites persans, faire massacrer des Arabes sunnites et Frères Musulmans ne constitue pas un bien grand dommage par rapport au bénéfice engrangé. C'est ce qui explique en grande partie la « retenue » du Hezbollah libanais et de l'Iran lui-même face au désastre des Palestiniens de Gaza et à l'assassinat des dirigeants du Hamas. Comme on ne peut quand même pas ne rien faire face au défi, les proxys de l'Iran - Hezbollah, groupes chiites syriens et irakiens, Houthis yéménites - s'exercent à d'habituelles frappes de missiles et roquettes mais se gardent bien de tout engagement direct.

LD : Dans un contexte où les conflits traditionnels cèdent de plus en plus de terrain

aux guerres de l'ombre, notamment dans les domaines du cyberspace et du renseignement, comment évaluez-vous l'évolution de ces nouvelles formes de confrontation ? Les services de renseignement, tels que ceux d'Israël et de l'Iran, se préparent-ils à un avenir où la supériorité technologique et la maîtrise de l'information surpassent les moyens militaires conventionnels ?

AC : Le budget militaire annuel de la Russie est d'environ 80 milliards de dollars. Celui de la Chine de 240 milliards. Le budget militaire cumulé des États-Unis et des pays de l'OTAN est de 1200 milliards.... Face à un tel déséquilibre de moyens appuyés sur une supériorité matérielle et technologique pour l'instant insurpassable, il est parfaitement vain et suicidaire de vouloir s'opposer à l'Occident par des moyens armés conventionnels. Le dernier à ne pas l'avoir compris est Saddam Hussein qui a accepté en 2003 une confrontation conventionnelle directe. Il en a payé le prix. Ses voisins plus subtils comme l'Iran, la Syrie ou la Libye qui avaient fait dans les années 80 du terrorisme une arme ordinaire de leurs relations internationales l'avaient bien compris et en ont engrangé des bénéfices inespérés

Dans cette situation de déséquilibre conventionnel, il n'y a donc que deux options pour ceux qui ne veulent pas se soumettre à l'hégémonie atlantiste : posséder la capacité nucléaire (et les vecteurs nécessaires à sa mise en œuvre) ou avoir recours à des stratégies sournoises et indirectes du faible au fort reposant sur l'utilisation du terrorisme, de la criminalité transnationale organisée, de l'influence, de l'espionnage, de la désinformation, de la cybernuisance.

La Corée du Nord a opté pour une stratégie nucléaire exclusive que son Président met spectaculairement et régulièrement en scène. L'Iran et ses proxys s'appuient sur un cocktail des deux en mettant en œuvre à peu près toutes les manœuvres du faible au fort - sans évidemment en assumer la responsabilité - dans l'attente d'une accession à la capacité atomique.

C'est donc bien à cet état des choses mouvant et polymorphe que les forces armées et services occidentaux - y compris ceux d'Israël - doivent s'adapter. Il y faut pour certains une sorte de « révolution culturelle » pour admettre que le temps n'est plus à la force brute du déferlement d'unités blindées et mécanisées en rase campagne sous couvert de supériorité aérienne, mais aux coups bas, aux opérations clandestines, aux tactiques indirectes qui sont plutôt de la compétence des services d'action spécialisés que des grandes unités constituées autour de leur drapeau. En France, le budget de la DGSE représente à peu près un pour cent du budget de la défense. Ce qui signifie qu'en amputant la défense conventionnelle d'un pour cent de son budget il serait possible de doubler les moyens de la DGSE....

LD : Ainsi, les principes éthiques et les règles de guerre traditionnelles sont-ils encore pertinents ? Existe-t-il des normes ou des cadres internationaux qui régissent ces nouveaux terrains de conflit, ou sommes-nous dans une zone grise où tout est permis pour atteindre ses objectifs stratégiques ?

AC : L'histoire et l'expérience prouvent que les soi-disant « principes éthiques » et « règles de guerre traditionnelles » sont des notions à géométrie variable soumises à l'interprétation personnelle des belligérants et n'ont pratiquement jamais été respectés - y compris par ceux qui s'en réclamaient - au cours des conflits du XXe siècle : guerres mondiales, guerres

régionales, guerres coloniales, conflits locaux en marge de la guerre froide, « guerres antiterroristes », etc.

Ce ne sont pas d'épouvantables tortionnaires méprisants des droits de l'homme qui ont légalisé la torture, vitrifié des villes entières sous de tapis de bombes incendiaires ou des bombes atomiques, répandu *larga manu* des produits chimiques toxiques, massacré et incendié des villages entiers, interné sans procédure et sans jugement des suspects adverses dans des cages en fer pendant des décennies...

Il va de soi que le passage des conflits armés conventionnels à des tactiques sournoises et clandestines du faible au fort fait entrer les protagonistes dans une zone grise de non droit où tous les coups sont permis puisque la clandestinité de l'action est censée mettre les auteurs à l'abri de toute sanction.

LD : Enfin, nous savons que les services de renseignement importants des pays arabes comme ceux de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, des Émirats et du Qatar par exemple sont très actifs depuis 10 mois dans les négociations, soit dans la libération des otages israéliens ou des divers cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Après tout ce temps quel est le bilan de ces services spéciaux, leurs relations plutôt bonnes jusqu'en octobre dernier avec les Israéliens sont-elles remises en cause définitivement et vont-ils jouer un rôle pour la fin de ce conflit et « l'après-Hamas » ?

AC : Les services de renseignement des pétromonarchies sont plutôt des services de protection et de sécurité des familles régnantes en place que des services de renseignement au sens où nous l'entendons.

D'une manière générale, les dirigeants arabes n'ont qu'une confiance limitée dans leur propre ministère des affaires étrangères dont ils ne maîtrisent pas le recrutement puisque la fonction nécessite une certaine technicité alors que les membres de leurs services de sécurité sont cooptés sur la base de connivences familiales, féodales ou tribales.

Et ils ont une confiance nulle dans les ministères des affaires étrangères des pays occidentaux qu'ils jugent majoritairement indiscrets, donneurs de leçons et hostiles. Ils leur préfèrent donc les relations de personne à personne ou les relations nouées de service de renseignement à service de renseignement.

Ils ont donc tendance à faire de leurs services un rouage essentiel de leur relation extérieure. D'ailleurs, dans les pays « bien tenus » - comme l'était la Libye de Kadhafi il était devenu d'usage que le chef des services spéciaux cumule ce poste avec celui de ministre des affaires étrangères comme le furent Ibrahim Bishari ou Moussa Koussa.... Et on voit bien que les négociations actuelles autour du sort des otages israéliens et de la tragédie gazaouie sont du ressort exclusif des chefs des services spéciaux, que ce soit du côté arabe ou du côté israélien ou américain.

La compétence des services qataris ou saoudiens en ce qui concerne les problématiques liées au Hamas est incontestable puisque ce sont ces mêmes services qui pendant de nombreuses années ont financé, favorisé, soutenu politiquement le mouvement terroriste islamiste et donné protection et asile à ses chefs qu'ils connaissent donc parfaitement. C'est sans doute un point qui mériterait réflexion quand l'urgent dossier du sort des otages aura pu être soldé...

Par souci de sécurité face à des voisins menaçants, les services qataris poursuivront à bas bruit leurs relations avec les services israéliens initiées depuis plus de vingt ans. De même les services saoudiens face au danger commun que représente l'Iran des mollahs. De même que les services égyptiens confrontés au même risque qu'Israël de la part des Frères Musulmans. Mais la dynamique politique des « Accords d'Abraham » par laquelle Benjamin Netanyahu pensait pouvoir normaliser les relations de l'État hébreu avec son environnement islamique sunnite est brisée sans doute pour longtemps. C'est une victoire dans la confrontation asymétrique qui oppose l'Iran à son environnement wahhabite, à Israël et à l'Occident.

Propos d'Alain CHOUET, Ancien directeur du renseignement de la DGSE
recueillis par Mathilde GEORGES pour *Le Diplomate* (19 août 2024)

Parachutages, Atterissages Clandestins **(1940-1944)**

Category: 1940-1942,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Livres et publications,SERVICES SPECIAUX
1 février 2025

Ce deuxième volume de la collection Résistance est consacré aux parachutages et aux pick-up d'agents de 1940 à 1944. C'est une fresque saisissante de ces opérations et un vigoureux hommage aux héros de la Résistance que l'auteur brosse ici, s'appuyant à la fois sur son importante documentation personnelle, l'amitié des vétérans et la proximité avec de nombreux conservateurs de musées à travers toute l'Europe. La rigueur de la reconstitution, la précision des informations, tant sur les méthodes que sur les matériels, et la richesse de l'iconographie répondront aux attentes des amateurs les plus éclairés. Mais c'est avant tout des parcours de vie que chaque lecteur peut ainsi découvrir plus intimement, depuis les exercices de formation en Angleterre et l'attente du départ jusqu'aux sacrifices librement consentis dans l'accomplissement de la mission.

Commentaire :

Livre remarquable par cette fresque saisissante que l'auteur dépeint de ces opérations clandestines qui se sont multipliées au fil des années de guerre. Tout y est décrit en homme de l'art, avec fidélité et réalisme ainsi qu'une abondante et passionnante iconographie. L'auteur est membre de l'ASSDN.

Les Services Spéciaux de la Défense Nationale pendant la guerre 1939-1945 (SR Terre)

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Guerre d'Indochine (1946-1954),L'action des services avant et après 1942,Les rapports avec la France Libre,Les rapports avec les autres réseaux,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Qu'est-ce que les T.R. ?,Renseignement,Services allemands,Source MAD,SR Guerre (Kleber)
1 février 2025

Le S.R. TERRE

Au moment où un peu partout sont célébrées les grandes dates de la récente Histoire de France, il nous a paru nécessaire de rappeler à nos adhérents l'oeuvre accomplie par les Services Spéciaux de la Défense Nationale et, particulièrement, par les S.R. « Terre », « Air », « Marine »,

De nombreux Bulletins précédents ont consacré au C.E. et à la S.M. de longues pages et nous ne reviendrons pas, du moins pour l'instant, sur l'action (les Services de Sécurité Militaire et des T.R. au cours de la dernière Guerre Mondiale.

Nous commençons donc aujourd'hui par la publication d'un travail effectué par le Colonel SIMONEAU et qui porte sur le Service de Renseignements de l'Armée de Terre et son Réseau clandestin « Kléber ».

LE S.R. DE L'ARMÉE DE TERRE

Le souci du renseignement a toujours hanté les Chefs d'Etat. Sous l'Ancien Régime, les Rois de France ou leurs Premiers Ministres ont toujours eu un cabinet noir, et ont employé à des missions spéciales précises, des personnages dont la petite histoire surtout a conté les aventures plus ou moins romancées.

Ce n'est que sous le Premier Empire et pour des fins aussi bien opérationnelles que politiques, que le besoin d'une organisation se fit sentir.

Le Baron VIGNON reçut en effet mission de créer et de mettre en oeuvre un Service secret chargé de la recherche et de la centralisation du renseignement, l'Empereur se réservant personnellement l'interprétation et l'exploitation.

De 1814 à 1870 on reprit les errements antérieurs,

mais en présence, du danger que constituait le Reich allemand, et dans un but préventif on créa en 1873 au 2ème Bureau de l'E.M.A., une section de recherche qui, avec des fortunes diverses répondit à ce que le haut commandement de l'Armée française en espérait, et qui par la suite fut appelée couramment le « S.R. ».

Lors de l'entrée en guerre de 1914 le S.R. comptait, face à l'Allemagne trois postes installés respectivement à Mézières, Nancy et Belfort, mais ce dernier mieux placé à l'aile du dispositif des Armées, absorba les moyens des deux autres, et renseigna constamment le commandement sur le potentiel de guerre du Reich, et sur les activités de ses grandes unités au-delà des fronts de contact.

La victoire de 1918, la création de la S.D.N., les conférences de désarmement, la limitation des forces allemandes à une Reichwehr de cent mille hommes, l'activité des commissions de contrôle, tout cela diminua considérablement l'audience que le S.R. avait su acquérir pendant les hostilités.

Il fallut l'avènement d'HITLER à la tête du Troisième Reich, et la création de l'Axe pour qu'en face du nouveau danger, on se décidât à donner au S.R. des moyens mieux adaptés à la situation.

1939- 1940

L'Anschluss de l'Autriche, l'affaire des Sudètes, l'occupation totale de la Tchécoslovaquie, les préparatifs face à la Pologne, la construction de la ligne Siefried, qui s'inscrivaient dans le temps avec le triplement du nombre des grandes unités, la création d'une force offensive de Trois Corps d'Armée (XIVe, XVe, XVIe) groupant les divisions motorisées, mécanisées et blindées, accrue par la mise sur pied de deux C.A. en Autriche et un en Tchécoslovaquie furent suivis de près et signalés, dès les premiers indices, dans les délais les plus courts par le S.R. qui au 1er septembre 1939 comprenait :

- Une Direction Centrale, articulée :
- Section de Commandement,
- 3 Sections géographiques (1),
- 1 Section scientifique et économique,
- 1 Section moyens techniques et recherches,
- 1 Section radio, photo, correspondances spéciales,

- 1 Section Marine,
- 1 Section Air.
- Six postes principaux :
 - BENE à Lille, - BREM à Metz,
 - SCM à Belfort, - SER à Marseille,
 - SDRC à Toulouse, - SEA à Alger,
 ayant une composition à peu près semblable à celle de la Direction centrale mais avec une seule section géographique, la mission étant à la fois définie et localisée ⁽²⁾.

Chaque poste actionnait un nombre variable d'annexes légères à proximité des passages de frontière.

- Des postes extérieurs installés dans la plupart des capitales.

Ce dispositif toutefois devait être remanié dès l'entrée en guerre, en raison de la création d'un « front » en principe imperméable. Le BREM de Metz se dessaisit d'une partie de ses moyens, au profit de deux postes d'aile BENE et SCM et de certains postes extérieurs, et devint BREP, poste accolé à l'échelon central.

Le BREP, enrichi d'une importante section économique et scientifique, fut chargé de la recherche à longue portée, en utilisant les plateformes constituées par les pays non belligérants.

Cette organisation permettait de répondre aux besoins de la conduite des opérations, et compte tenu du tempérament du Führer, un accent particulier fut mis sur tous les indices de préparatifs offensifs.

Le regroupement de troupes de toutes armes autour des formations blindées des W.K. (régions territoriales du Reich), l'accélération de l'instruction dans les camps, le remplacement dans les unités statiques d'hommes jeunes par des recrues âgées ⁽³⁾, signalés opportunément, montrèrent au Commandement que les Nazis n'avaient nullement l'intention de se limiter aux succès remportés sur la Pologne, et à des joutes oratoires par le truchement de Radio - Stuttgart.

Le rassemblement de forces importantes au Sud du Jutland, signe avant-coureur de l'invasion du Danemark, puis de la Norvège, bien que signalé au fur et à mesure de son exécution parut invraisemblable.

Il en fut de même plus tard, lorsque de plusieurs sources, on connut le déploiement de nombreuses

formations blindées dénombrées et identifiées devant les frontières hollandaise, belge et luxembourgeoise.

Pendant la retraite de mai - juin 1940, le BREP absorba la plupart des éléments S. R. repliés du Nord, et tout comme ses voisins BENE et SCM mena le difficile combat du renseignement en manoeuvre rétrograde.

La bataille était perdue, mais le contact de l'adversaire par le renseignement était étroitement maintenu.

JUIN 1940 - NOVEMBRE 1942

La situation de fait créée par l'armistice de juin 1940 ne modifia en rien l'activité du S. R. dont le principal objectif resta la Wehrmacht.

La ligne de démarcation qui coupait la France en deux ne fut pas longtemps une gêne. Elle favorisa la réorganisation du Service et le resserrement des liaisons avec les alliés.

Le jour même où l'armistice devenait effectif, des postes légers fonctionnaient déjà à Saint-Justin (Landes), Langon (Gironde), Périgueux (Dordogne), Châteauroux (Indre), Mâcon (Saône-et-Loire).

Le 15 juillet, l'ensemble du S. R. avait repris dans la clandestinité une activité normale.

Direction P 1 Vichy-Chamalières (Puy-de-Dôme)

P 2 (ex. BREP) Vichy

P 3 (ex. BENE) Limoges

P 4 (ex. SCM) Lyon

P 5 (ex. SER) Marseille

P 6 (ex. SDRC) Toulouse

P 8 Rabat

P 9 Tunis

P 10 (ex-SEA) Alger

P 12 Liban-Syrie

Le 1er août 1940 des antennes étaient déjà en place à Paris, Marmande, Montmorillon, Châteauroux, La Madeleine (Moulins), Chalon-sur-Saône, Mâcon.

Le nombre de ces antennes se multiplia progressivement tant en zone occupée que sur la ligne de démarcation, et en juin 1941, grâce à un jeu de « boîtes aux lettres » et de filières d'acheminement dues à des concours bénévoles, les bulletins de renseignements parvenaient à

destination souvent plus rapidement que par les voies régulières.

Malgré un camouflage très poussé l'ordre de bataille de la Wehrmacht était entièrement connu. Quant aux mouvements de troupe et de matériel par voie ferrée, ils étaient signalés par les ingénieurs et cadres de la S.N.C.F. avant leur exécution avec toutes les précisions de dates et lieux d'embarquement, de débarquement ou de dernier transit vers des destinations lointaines (4).

Les ingénieurs des P.T.T. affectés aux lignes souterraines à grandes distances permirent malgré de gros risques, d'intercepter les communications téléphoniques protégées du commandement allemand. Cette opération (5), réalisée à Noisy-le-Grand puis à Livry-Gargan, sous la dénomination de « source K » donna des résultats exceptionnels en quantité et en qualité.

Pendant toute l'année 1942 (6) . un simple accident causa sa fin, car sa réalisation ne fut jamais détectée par les services secrets allemands. Création, identification, localisation, mouvements de grandes unités, mise au point de matériels nouveaux, activités de la Gestapo, inquiétudes et récriminations du Haut Commandement, étaient devenus une pâture quotidienne dont nos alliés étaient les grands bénéficiaires, grâce à des liaisons sûres et rapides.

Outre les liaisons régulières clandestines (radio, courriers spéciaux)

sur lesquelles nous ne nous étendrons pas par discrétion, l'essentiel des renseignements recueillis par le S. R. (comme par le C.E. d'ailleurs), était instantanément acheminé chez les alliés par les voies ci-après :

- Délégation des U.S.A. à Vichy Major Bob SCHOW, Capitaine de Vaisseau SALABOT.
- Délégation des U.S.A. à Berne Attaché Militaire LEGGE.
- Ministre du Canada à Vichy : M. DUPUIS, Capitaine Aviateur CASSIDI .

Enfin, les valises diplomatiques étaient largement utilisées. Nous citerons pour mémoire simplement celle qui s'est rendue au Portugal, acheminée de temps en temps par l'actuelle Mme BIDAULT.

NOVEMBRE 1942 - AOUT 1944

L'occupation totale du territoire donna lieu à des remaniements importants dans le S.R. de l'Armée de Terre.

Les postes et leurs antennes passèrent dans la clandestinité totale ; les personnels qui faisaient l'objet de recherches précises de la Gestapo furent dirigés sur l'A.F.N. ; la Direction centrale se transporta à Alger avec son Chef le Colonel Louis RIVET. Cet exode a fait l'objet de récits dans nos précédents Bulletins (tel le Bulletin n° 5). Nous n'y reviendrons pas.

Le transfert était indispensable. Il ne fut réalisé qu'à la dernière limite du possible, après mise en place du Central clandestin (KLEBER) que dirigeait le Colonel DELOR et l'adaptation des liaisons radio à la situation nouvelle.

Les ressources en personnel qualifié, existant en A.F.N. furent rapidement drainées pour faire face aux impératifs nouveaux :

- Liaison avec le Commandement français et allié d'A.F.N. ;
- Participation effective à la campagne de Tunisie ;
- Préparation des campagnes futures ;
- Intensification des liaisons avec la France clandestine, et avec les postes extérieurs (ceux-ci officiellement couverts par le Gouvernement de Vichy purent continuer de remplir leur mission, sauf celui de Bucarest qui rompit dès le 8 novembre 1942. L'acheminement des renseignements put se faire sans perte de temps grâce à la complaisance des Alliés, et à la tolérance des autorités locales ;
- Utilisation intensive de la plateforme ibérique ;
- Liaison avec les S.R. alliés (U.S. : Colonel EDDY ; GRANDE-BRETAGNE : Brigadier CODRINGTON ; POLONAIS : Colonel SLOWIKOWSKI).

Ainsi s'installa à Alger, rue Charras, dès la fin de 1942, la Direction des S.R. et S.M., rattachée directement au Commandant en Chef, le Général GIRAUD, installé au Palais d'Eté. Le Colonel du CREST de VILLENEUVE prit la direction du S.R. TERRE, le Colonel RONIN celle du S.R. AIR, le Capitaine de Corvette TRAUTMANN la direction du S.R. MARINE.

Le 3 janvier 1943, le Commandant PAILLOLE prenait à son tour la direction des Services de Sécurité Militaire et de C.E. et s'installait à EL-

BIAR (Villa Jaïs) où déjà le Lieutenant-Colonel CHRETIEN dirigeait les services de C.E. d'A.F.N.

Aucun problème majeur ne se présenta par rapport au Commandement et aux Alliés, les chefs du S.R. bénéficiant déjà d'une large audience. Les crédits financiers, aériens et maritimes nécessaires furent obtenus sans la moindre difficulté.

Le poste de TUNIS, sous l'autorité du Lieutenant-Colonel KIEL s'installa au KEF pour la campagne de TUNISIE et découpla des antennes à BEJA, TEBOURSOUK, MAKTAR, THALA.

En outre, deux missions clandestines, respectivement aux ordres des Capitaines LACAT et PERRUSEL fonctionnèrent sur les arrières ennemis.

Par leur activité, ces éléments, auxquels il convient d'ajouter les moyens techniques de recherche du Commandant BLACK, installé à Alger, permirent un contrôle permanent de la 5ème Armée, et des débris de l'Afrika Korps, avec pour aboutissement la reddition en rase campagne du Général von ARNIM.

Renforcée par quelques officiers évadés de France, la Direction du S.R. fut à même de créer une section d'instruction et de montage d'opérations clandestines, dont la CORSE, la SARDAIGNE et l'ITALIE, furent les premiers objectifs. Ce furent les missions : DESAULE, CHOPITEL. GRIFFI, COLONNA D'ISTRIA, entre autres.

Des antennes opérationnelles, adaptées respectivement aux C.E.F. du Général JUIN (Capitaine WEIL, Lieutenants ZUNDEL, SIMA, FREY, ROCARD) et au détachement de libération de la Corse (Capitaines HAGE, ZIMPFER, LOECHER), outre leur part indéniable aux succès, lancèrent une série de missions sur l'île d'Elbe et l'Italie du Nord.

Mais la préparation des opérations de libération du territoire national resta la préoccupation principale des chefs du S.R. à Alger. Leur atout maître était le S.R. clandestin KLEBER.

Après l'éphémère direction du Colonel DELOR, celui-ci avait subi, en 1943, quelques coups

durs (arrestations des Colonels LOMBARD, PELLISSIER, BERTRAND, Commandants HENRY, SCHMITT, Capitaines MAUER, BOUREAU, MISOFFE, notamment) et le problème de son commandement s'était posé à deux reprises. Finalement c'est au Commandant LOCHARD qu'échut cette lourde responsabilité. Jeune, mais déjà chevronné, prudent, bon technicien, celui-ci avait pris, en accord avec Alger, des dispositions qui lui permettaient de faire face aux besoins des forces alliées dans la triple éventualité de débarquements simultanés ou successifs sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée.

Il lui fallait compléter et étoffer son dispositif, ce qui fut fait en implantant par atterrissages clandestins, parachutages, voie sous-marine, ou voie terrestre via Espagne, des équipes nouvelles bien pourvues en moyens de travail, et disposant de refuges sûrs.

Ainsi furent lancées d'Alger ou de Londres, sept missions de septembre 1943 à juin 1944 : « GALLIEN », couloir Rhodanien ; « ISIDORE », Bourgogne, Franche-Comté ; « PERNOD », Bourbonnais, Charolais ; « PIERRE », Plateau Central ; « CATINAT », Hautes et Basses-Alpes, Isère, Drôme ; « SCALA », Ile-de-France, Normandie ; « PANZER », Poitou, Charentes, Aquitaine. Deux autres au début d'août 1944 : « JORXEY », Doubs, Haute-Saône, Belfort ; « CAROLLES », Jura, Doubs.

L'hypothèse d'un débarquement en péninsule balkanique n'était pas écartée. Toutefois ce territoire dont la situation politique était encore incertaine était l'apanage des grands alliés. Il n'y fut envoyé que deux missions dans la région de LJUBLIANA, en complément de celles qui opéraient en Italie du Nord et en vue de pénétrer le dispositif allemand dans la partie sud du Reich.

L'acheminement des courriers, les liaisons d'officiers complétant des contacts radio pratiquement permanents en dépit des activités allemandes de repérage par radio - goniométrie, permirent au Haut Commandement allié de choisir en toute connaissance de cause, les lieux et dates des débarquements. Les organisations de défense côtière étaient connues du S.R. Terre dans tout leur détail, ainsi que l'ordre de bataille des armées d'occupation, de sorte que les débarquements du 6 juin 1944 et du 15 août en Normandie et en Méditerranée connurent une fortune qui combla les espérances les plus optimistes.

AOUT 1944 - MAI 1945

La continuité de la recherche était un impératif, comme aussi la jonction effective avec les équipes clandestines et la liaison permanente avec la Sécurité Militaire (opérationnelle et territoriale) et les équipes C.E. (T.R.).

La création du S.R.O. (S.R. Opérations), formation de marche du S.R. fut ainsi décidée en mars 1944. Le Commandant SIMONEAU eut la charge de cette lourde responsabilité.

Débarqué avec les premiers éléments de l'Armée de LATTRE, le S.R.O. ne comprenait initialement que trois antennes provenant des éléments qui opéraient en Italie et en Corse (un détachement léger aux ordres du Capitaine DOUIN opéra en outre à la demande des alliés avec la T. Force U.S.).

Dès la libération de Marseille, il se grossit des équipes clandestines dont la mission était achevée et qui furent rapidement adaptées à la recherche en guerre de mouvement.

La jonction avec le S.R. KLEBER devint effective à l'arrivée de l'Armée à Mâcon.

La stabilisation de la Première Armée à BESANÇON permit de réaliser:

- Une intégration plus étroite des anciennes équipes clandestines
- Une mise en place d'agents dans la trouée de Belfort et en Haute Alsace
- L'adaptation d'une importante équipe à la VII e Armée U.S. (S.D.A.7) ;
- L'établissement d'une liaison avec une formation du S.R. français de Londres (Colonel RETHORE) qui opérait avec la III e Armée U.S.
- La création d'un centre d'instruction et d'une section de recherche du renseignement scientifique - L'utilisation de la plateforme helvétique pour la pénétration en Allemagne du Sud.

L'adaptation des antennes à toutes les grandes unités engagées s'avéra particulièrement efficace, tant pour la diffusion du renseignement, que pour la mise en place des agents par infiltration, ou pour le recueil de ceux-ci.

Une antenne fut laissée sur le front des Alpes et

une autre participa aux opérations du front Atlantique.

Bien que disposant de l'O.S.S. - G2, le Commandement américain qui constatait la qualité des renseignements portant l'attache du S.R.O., donna les plus grandes facilités matérielles aux éléments français qui opéraient dans sa zone et qui initialement n'étaient adaptés qu'à la 2ème D.B. du Général LECLERC.

Il fallait faire vite. Profitant de la confusion qui régnait en Allemagne, des agents (transfuges de la Wehrmacht et volontaires français) furent poussés jusqu'au coeur du Reich, mais la nécessité de recueillir le renseignement et de le transmettre dans les plus courts délais amena certains officiers à pousser des pointes audacieuses à l'intérieur du dispositif ennemi, et même à prendre des initiatives particulièrement risquées.

Le 8 mai 1945, le S.R.O. partout en liaison avec les S.M. ou le C.E. était déployé comme suit :

- P.C. arrière : KARLSRUHE ;
- P.C. avant : UBERLINGEN ;
- Antennes à: CONSTANCE, LINDAU, DORNBIRN, FELDKIRCH, BERCHTESGADEN, DEGERLOCH, LEIPZIG.

Ce dispositif, par la suite, fut réajusté en raison de :

- La répartition des zones d'occupation entre les Alliés ;
- La démobilisation du personnel appartenant aux réserves ;
- La création d'un S.R. en zone française d'occupation en Autriche ;
- L'envoi de volontaires en Indochine.

Au 1er août 1945, transporté à Baden-Baden, le S.R.O. devenu direction du S.R. en Allemagne était articulé en deux sous-directions :

- S.D. Nord : à LANDAU (PFALZ) ; Antennes : à COBLENCE - WORMS.
- S.D. Sud : à SCHEWENINGEN (WURTEMBERG) ; Antennes : à TUBINGEN (DORNBIRN).

Pendant ce temps, à Paris, la Direction Générale des Services Spéciaux (D.G.S.S.), dirigée par M. SOUSTELLE, s'était installée fin août 1944, boulevard Maunoury et boulevard Suchet.

Des considérations qui n'avaient rien à voir avec la technique de la Recherche du Renseignement avait peu à peu écarté de leurs postes les anciens chefs des S.R. Guerre et Aviation (7).

Une organisation nouvelle « chapeautait » les Services Spéciaux sur l'impulsion des Colonels DEWAWRIN et MANUEL.

En fait, les éléments centraux des anciens S.R. s'étaient effacés au bénéfice des équipes du B.C.R.A, de Londres et d'Alger. Seul le C.E. (S.M. et T.R.) avait conservé la direction et la structure mises sur pied à Alger par le Commandant PAILLOLE.

Rattachés à la Présidence du Conseil, et non plus au Commandement en Chef, les Services Spéciaux devaient encore subir dès 1945 une transformation profonde.

La guerre s'achevait.

La D.G.S.S. disparaissait à son tour et faisait place à la D.G.E.R. (Direction Générale des Etudes de Recherches), sous la Direction du Colonel DEWAWRIN (PASSY).

Plus tard encore la D.G.E.R. devait laisser la place au S.D.E.C.E.

CONCLUSION

La meilleure conclusion qui puisse se tirer de l'exposé précédent est sans aucun doute de tenter de résumer les résultats obtenus.

Nous empruntons au Général NAVARRE, ancien chef de la Section Allemande du S.R. et du Deuxième Bureau du Général WEYGAND, l'exposé succinct qui suit :

I. - Résultats obtenus avant la guerre

Le S.R. disposait d'un remarquable réseau d'informateurs. Certains admirablement placés.

La plupart avaient été recrutés de longue date, certains même pendant l'occupation de la rive gauche du Rhin, après 1918. Ils continuaient à travailler malgré les conditions très difficiles créées par l'avènement du nazisme. Le recrutement, depuis 1935, était devenu très ardu, mais continuait.

La reconstitution de l'armée allemande a été suivie du début à la fin sans aucune lacune dans aucun domaine.

Les grands événements politico-militaires ont tous été décelés à temps, et la plupart avec une très grande précision.

Le Commandement français et par conséquent le Gouvernement en furent avisés dans des conditions de temps permettant les meilleures exploitations :

- Réoccupation de la rive gauche du Rhin ;
- Anschluss ;

- Occupation de la Tchécoslovaquie ;
- Tractations russo-allemandes ;
- Concentration sur la Pologne ;
- Menace sur Dantzig, etc. etc.

Au surplus toute cette phase de l'activité du S.R. apparaît parfaitement dans le livre du Chef du Deuxième Bureau de l'Etat-Major de l'Armée de cette époque, le Général GAUCHE :« Le Deuxième Bureau au travail ».

Nul témoin n'était plus qualifié pour informer l'opinion de l'oeuvre magistrale accomplie avant la guerre par le S.R.

II. - Résultats obtenus pendant la « drôle de guerre »

S'il était besoin d'un témoignage irréfutable de l'action du S.R., pendant cette période, il conviendrait de se reporter aux archives de la Cour de Riom. Le Président CAOUS et le Procureur Général CASSAGNEAU ont confirmé les indications qui vont suivre et rendu un éclatant hommage à la clairvoyance du S.R.

- La mobilisation de l'armée allemande a été suivie unité par unité, sans aucune lacune ni erreur.
- Il en fut de même de la concentration des unités allemandes face à la Pologne, d'une part, à la France, au Danemark, à la Belgique et à la Hollande, d'autre part.
- La répartition des forces a toujours été parfaitement indiquée au Haut Commandement Français, pendant la campagne de Pologne, pendant l'intervalle des campagnes de Pologne et de France.

Le transfert vers l'Ouest des grandes unités ayant pris part à la campagne de Pologne a été suivi intégralement par le S.R. Français, sans que jamais une grande unité allemande eût été perdue de vue pendant plus de 24 heures.

- Le dispositif allemand à la veille du 10 mai 1940 était connu dans les moindres détails, ainsi que les possibilités de manoeuvre qu'il portait en germe.
- La date et le lieu de l'attaque du 10 mai 1940 ont été communiqués au Commandement Français avec quelques réserves dès la fin mars 1940, et, avec certitude dès avril 1940.
- La constitution des armées de terre et de l'air allemandes a été tenue à jour sans lacune et cela aussi bien pour leur composition que pour leur équipement et leurs armes, et, pour si paradoxal

que cela puisse paraître, le S.R. français a donné de l'armée allemande une description plutôt surévaluée : c'est ainsi que le nombre de chars des divisions blindées allemandes a été surévalué de 10 à 15 %, du fait que les sorties d'usine étaient en retard sur les prévisions.

- Au cours de la campagne de France l'essentiel des mouvements allemands a été identifié de bout en bout. En particulier chaque division blindée a été suivie sans aucune erreur grâce à l'interception et à l'exploitation de tous les messages de commandement des grandes unités allemandes. Ainsi purent être annoncées et décrites : l'attaque sur la Meuse, la marche vers la Manche, les regroupements en vue des attaques sur la Somme, en Champagne, etc., etc.

Il est permis d'affirmer avec le Général WEYGAND et la Cour de Riom, que le S.R. a admirablement rempli sa mission et qu'il n'a aucune responsabilité dans le désastre de 1940.

III. - Résultats obtenus pendant l'occupation

Jamais le travail sur l'Allemagne et l'Italie n'a été interrompu, ni diminué le rendement du S.R. L'ordre de bataille de l'ennemi fut constamment tenu à jour avec une précision quasi absolue.

L'acharnement de l'Abwehr et de la Gestapo à poursuivre et à détruire les postes du S.R. KLEBER, serait s'il le fallait, une preuve supplémentaire de l'efficacité du S.R. TERRE et de l'aide décisive apportée par lui au Haut Commandement allié jusqu'à la Libération du Territoire.

Ainsi il est possible d'affirmer que le S.R. (et le C.E.) ont été les premiers en date des réseaux de résistance et nous ajoutons que ce ne fut que normal.

Il nous paraît intéressant, à propos de cette période de l'action S.R. dont l'utilité a été si souvent contestée par les détracteurs de nos Services, de compléter l'exposé du Colonel SIMONEAU par ce témoignage ⁽⁸⁾ du Général WEYGAND - en date du 31 mars 1949. Nous le devons à l'obligeance du Colonel GASSER :

« ...Les Services de Renseignements ayant été supprimés par les Allemands, il n'existait officiellement à mon Etat-Major qu'un Deuxième

Bureau (dirigé par le Commandant NAVARRE).

Le S.R. était donc clandestin...

Il y fonctionnait un système ayant pour but de transmettre dans les plus courts délais à la force d'intervention de Malte tous les renseignements recueillis par les postes établis sur la côte orientale de Tunisie et par l'aviation de Tunis sur les convois allemands et italiens se dirigeant vers la Tripolitaine en suivant les côtes françaises. Les renseignements transmis furent nombreux et aboutirent à la destruction d'un certain nombre de ces navires.

NOTES :

(¹) *A - Allemagne - Europe centrale. B - Italie - Europe méridionale - Méditerranée. C - U.R.S.S. - Japon - Chine.*

(²) *Priorités pour les 3 premiers postes :*

BENE 6° et 10° W.K. (de MUNSTER et BREME).

BREM 12, et 9° W.K (de MAYENCE et KASSEL.

SCM 7° et 5° W.K. (de MUNICH et STUTTGART).

(³) *Personnels qui par suite du traité de 1919 n'avaient pas fait de Service Militaire.*

(⁴) *Les transports routiers de ravitaillement étaient imposés dans la plupart des cas aux transporteurs routiers français. Ceux-ci groupés en C.O.T.R. (Comité d'Organisation des Transports Routiers) sous la présidence de M. Robert SIMON, se mirent spontanément à la disposition du S. R.*

(⁵) *Conception et réalisation Ingénieurs COMBAUX et KELLER. Exploitation JUNG, ROCARD, RIESS.*

(⁶) *La source « K » ne fut découverte que le matin de Noël 1942 par un détachement de Landeschützen qui prospectait des cantonnements.*

(⁷) *Le Général Louis RIVET a largement exposé dans des Bulletins antérieurs les conditions souvent décevantes et irritantes de ces transformations.*

(⁸) *Témoignage et documents recueillis par la Commission d'Enquête parlementaire (Tome VI, pages 1660 et 1661).*

Sources : Bulletins N° 43 et 44

Histoire politique des services secrets français

Category:

1930-1935,1935-1940,1940-1942,1942-1945,1945-1954,1955-1962,1962-1989,1989-1992,1992-2000,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Guerre d'Indochine (1946-1954),Guerre froide (1945-1989),Livres et publications,Renseignement,SERVICES SPECIAUX

1 février 2025

Cet ouvrage retrace l'épopée de la DGSE, le service de renseignement français à l'international et des services qui l'ont précédé. Cette centrale d'espionnage et de contre-espionnage est en effet l'héritière d'une longue histoire commencée dans la Résistance contre les nazis. Trajectoire prolongée par le SDECE pendant la guerre froide, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, sous la IVe République comme sous les présidences de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing. Puis par la DGSE depuis 1982 sous Mitterrand, Chirac, Sarkozy et maintenant Hollande avec l'émergence du monde éclaté d'aujourd'hui.

Une aventure qui court sur sept décennies, de la Seconde Guerre mondiale à l'actuelle gestion par le nouveau pouvoir socialiste. Pour faire vivre cette histoire des services secrets français, de leurs échecs et de leurs réussites, pour décrire en profondeur leurs relations souvent mouvementées avec le pouvoir politique, les trois meilleurs spécialistes du sujet, Roger Faligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer, ouvrent leurs fonds d'archives originales accumulées pendant près de quatre décennies.

Brossant le portrait des hommes et des femmes des services, ils narrent leurs opérations clandestines sur tous les continents et livrent des dizaines de témoignages inédits. Nourrie de révélations, de récits spectaculaires, de mises en perspective novatrices, de détails techniques, cette somme et son index de près de 6 000 noms constituent dès maintenant une référence sans équivalent.

Commentaire :

Livre de référence sans précédent écrit par trois journalistes d'investigation bien connus de l'ASSDN à partir de leurs fonds d'archives, de nombreux témoignages et de leurs connaissances du monde du Renseignement. Un livre passionnant sur cette aventure humaine que constitue la trajectoire décrite de nos Services qui court sur sept décennies. L'ASSDN y occupe une place de choix et ses membres y sont qualifiés de " gardiens du temple ". A lire sans aucun doute. Un des auteurs, Roger Faligot, est membre honoraire de l'ASSDN.